

# Annexes du rapport annuel

## I. EXECUTION DU PROGRAMME DE L'AF 2021 DANS LE DOMAINE DE LA GESTION DE LA DETTE

Cette annexe est consacrée à l'exécution du programme de travail dans le domaine de la gestion de la dette, financé par un fonds Japonais et géré par le département des capitaux et des marchés financiers (MCM) du FMI. Huit missions ont été conduites au cours de l'année et 2 webinaires ont été organisés dans le domaine.

### A. Bénin

**Formation sur l'Audit de la Dette.** Cet atelier à distance s'inscrit dans le cadre du programme de renforcement des capacités analytiques des gestionnaires de la dette publique au Bénin. Il vise à renforcer le cadre institutionnel de gestion de la dette et en particulier la fonction d'audit de la dette au sein de la Caisse Autonome d'Amortissement -CAA, principale structure de gestion de la dette publique du Bénin. La CAA dispose d'un service d'audit interne qui nécessite de développer une vision claire sur l'audit interne de la dette à réaliser, les principales opérations à auditer et les procédures d'audit interne permettant d'améliorer la gestion de la dette au sein de la CAA et se conformer aux procédures internes mises en place par les autorités.

Les participants à l'atelier de formation ont été au nombre de 19. Ils sont originaires pour la plupart de la CAA. Ont également été invités pour assister aux travaux de l'atelier des représentants des corps de contrôle externe en l'occurrence la Chambre des Comptes et l'IGF.

Les profils représentés dans la population cible de l'atelier ont été variés puisqu'outre les auditeurs internes de la CAA et les auditeurs externes de la Chambre des Comptes et de l'IGF, des représentants des structures de gestion de la dette ont pris part aux travaux de l'atelier. Il s'agit de la direction de la stratégie et la direction des opérations ainsi que la direction des Affaires Juridiques et de la Conformité.

La diversité des profils des participants et l'association entre les structures de contrôle et celles de gestion de la dette ont permis d'apporter une dynamique de groupe favorisant un échange entre gestionnaires et auditeurs sur des questions importantes relatives à la gestion et l'audit des opérations de la dette en République du Bénin.

### B. Burkina Faso

**Gestion de la dette garantie et des passifs éventuels.** La mission s'est tenue à distance sous forme d'atelier d'assistance technique et de formation au profit des cadres de la direction de la dette et de la direction de la coopération. Elle a permis (i) d'offrir à ces structures une formation sur les meilleures pratiques de gestion opérationnelle des garanties de dette ; (ii) aider la Direction de la Dette à mieux évaluer et gérer les risques liés aux garanties de dette et aux passifs éventuels y compris la dette garantie dans le cadre des PPP; (iii) proposer des recommandations pour inclure les questions de dette

garantie et de passif éventuel dans l'analyse de viabilité de la dette et d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT).

## C. Guinée

**Appui au développement du marché des valeurs du Trésor.** Les travaux de la mission se sont déroulés sous forme d'ateliers de formation, d'échange et de discussion qui ont réuni les cadres de la Direction nationale de la dette et de l'aide publique au développement (DND-APD), de la Direction nationale du Trésor et de la comptabilité publique (DNTCP) ainsi que les cadres de la Direction de la politique monétaire et du crédit (DPMC) de la Banque centrale de la République de Guinée (BCRG). Ces ateliers de formation ont porté sur l'émission des Obligations du Trésor (OdT) par adjudication et notamment sur les caractéristiques financières des OdT, l'organisation et la gestion des adjudications d'OdT, la gestion des relations avec le marché et la programmation des émissions d'OdT en relation avec la Stratégie de la dette et le plan de trésorerie. La mission a également permis de proposer une révision de l'Instruction de la BCRG relative aux enchères des Valeurs du Trésor et élaborer certains documents nécessaires à la préparation du processus d'émission des OdT sur le marché intérieur des valeurs du Trésor de la République de Guinée ; notamment (i) le mode opératoire relatif à l'organisation et la gestion des émissions d'OdT ; (ii) un projet de guide des souscripteurs dans les OdT ; et (iii) un plan de communication vis-à-vis des investisseurs dans les OdT.

**Mission de suivi- Appui au développement du marché des valeurs du Trésor.** L'objectif de la mission à distance était d'accompagner les autorités dans la mise en œuvre des procédures d'émission de Obligations du Trésor et en particulier, de faire le suivi de la réalisation des recommandations de la dernière mission d'assistance technique AFW d'août 2020 afin de finaliser les prérequis à la première adjudication d'Obligation du Trésor prévu début 2021.

Ces prérequis concernent la révision de l'Instruction de la BCRG relative aux enchères des Valeurs du Trésor et la finalisation et l'approbation par les autorités de certains documents techniques nécessaires à la préparation du processus d'émission des OdT sur le marché intérieur des valeurs du Trésor de la République de Guinée notamment (i) le mode opératoire relatif à l'organisation et la gestion des émissions d'OdT ; (ii) le guide des souscripteurs dans les OdT ; et (iii) le plan de communication vis-à-vis des investisseurs dans les OdT. La mission d'AT a permis d'apporter un soutien supplémentaire aux autorités sur ces sujets.

## D. Mali

**Gestion des opérations de la dette.** La mission a formé les gestionnaires de la dette sur les meilleures pratiques en matière de gestion des opérations de la dette publique et d'analyse financière du portefeuille de la dette publique et des instruments de la dette. La formation a couvert les techniques d'analyse et d'identification des sources de vulnérabilité du portefeuille de dette et a permis aux participants de se familiariser avec les principaux concepts utiles de mathématiques financières et les différentes techniques d'évaluation et de gestion des instruments de dette et des risques de portefeuille de dette qui sont utilisés dans la gestion de la dette publique. La formation a permis également d'améliorer les capacités des gestionnaires de la dette en vue de les préparer aux prochaines missions d'assistance technique visant l'élaboration d'une stratégie de gestion de la dette à moyen terme et des formations sur l'AVD qui seront programmées ultérieurement. L'atelier de formation a servi également de cadre de discussion pour fournir des recommandations et des

conseils sur les domaines auxquels les gestionnaires de la dette au Mali pourraient avoir besoin pour répondre aux défis découlant de la crise du COVID-19

La mission a été livrée dans le style d'un atelier virtuel. Dix-huit fonctionnaires ont participé à l'atelier. Ils provenaient des répertoires de la gestion de la dette, de la trésorerie, des finances publiques, des affaires économiques, de l'informatique, des statistiques et de la planification. L'atelier a été globalement bien accueilli.

**Stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT).** Cette mission conjointe AFW-Banque mondiale conduite à distance, visait à (i) permettre aux gestionnaires de la dette de s'approprier le processus et les différentes étapes d'élaboration de la SDMT et se familiariser avec l'outil analytique ; (ii) évaluer la stratégie préparée par les autorités et annexée à la loi de finances 2021 ; (iii) faire le suivi des recommandations précédentes concernant la mise en œuvre de la SDMT ; et (iv) émettre des conseils en vue d'adapter la SDMT pour répondre aux défis découlant de la crise du COVID-19.

Pour atteindre ces objectifs, la mission a organisé un atelier de formation avancée sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) et l'utilisation du nouvel outil analytique de gestion de la dette - l'outil SDMT. L'équipe de la mission a également émis des recommandations pour l'amélioration de la SDMT et le rapport SDMT publié habituellement.

La mission a mis en exergue et discuté avec les participants des propositions pour faire face au principal risque qui caractérise le portefeuille de la dette qui est le risque de refinancement dû à la concentration des échéances de la dette intérieure au cours des 5 prochaines années.

La mission a également discuté de la nécessité d'améliorer l'intégration entre la gestion de la dette et la gestion de la trésorerie et ce afin de faciliter la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la dette approuvée par les autorités.

## E. Niger

**Stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT).** Cette mission conjointe AFRITAC-Banque mondiale conduite à distance, visait à renforcer les capacités du personnel ayant des responsabilités dans le domaine de la gestion de la dette publique. Pour atteindre son objectif, la mission a organisé un atelier de formation avancée sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) et l'utilisation du nouvel outil analytique de gestion de la dette - l'outil SDMT. L'équipe de la mission a fourni des conseils et un soutien aux participants pour finaliser le SDMT choisi et rédiger un document SDMT. Les autorités n'avaient jamais publié de document de stratégie d'endettement à moyen terme. Cependant, ils ont publié en 2020 un plan d'emprunt annuel pour 2021 qui a été annexé à la loi de finances annuelle. Les stratégies testées lors de l'atelier ont pris en compte ce plan d'emprunt annuel approuvé par l'Assemblée nationale pour 2021.

La mission a constaté que le principal risque du portefeuille de dette actuel est le risque de refinancement dû à la concentration des échéances de la dette intérieure au cours des 3 prochaines années.

La mission a également constaté que malgré les réformes institutionnelles de la gestion de la dette engagées en 2019, la gestion de la dette publique reste fragmentée et nécessite une coordination constante et soutenue entre le ministère des Finances et le ministère du Plan pour une meilleure mise en œuvre de la SDMT.

Par ailleurs, la gestion de la dette et la gestion de la trésorerie nécessitent une meilleure intégration pour éviter d'aggraver le coût de la dette à travers des emprunts d'urgence à court terme ou de créer des arriérés de paiement des dépenses du budget.

Les participants à l'atelier ont trouvé l'outil SDMT très utile pour tester des stratégies alternatives et ont choisi leur stratégie préférée. L'unité de gestion de la dette a montré une bonne compréhension de la boîte à outils et du cadre SDMT.

## F. TOGO

**Elaboration de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) et le plan annuel de financement (PAF).** Cette mission conjointe Banque mondiale/AFRITAC d'assistance technique et de formation a permis d'appuyer les autorités sur la formulation de la stratégie de gestion de la dette publique et le PAF et en particulier l'appropriation du processus de développement de la SDMT et l'utilisation de l'outil quantitatif SDMT du FMI / Banque Mondiale. Les cadres de la Direction de la Dette Publique et du Financement, de la Direction générale du budget et des finances, ainsi que les services du Ministère de la planification du développement et de la coopération impliqués dans la chaîne de gestion de la dette publique, ont été les principaux bénéficiaires de cette assistance technique. La mission a discuté avec les participants les différentes étapes de l'élaboration de la SDMT, les préalables techniques et institutionnels pour réussir l'élaboration et la mise en œuvre d'une SDMT réaliste et crédible et le contenu du document ou rapport de présentation et de communication de la SDMT. La mission a mis en exergue les défis auxquels fait face le gestionnaire de la dette dans ce contexte difficile de COVID-19 et dans quelle mesure La SDMT devrait s'ajuster aux pressions de la crise COVID en utilisant les liquidités abondantes et les facilités de refinancement disponibles dans l'union monétaire et les financements concessionnels qui seraient disponibles.

### WEBINAIRE REGIONAL SUR LA GESTION DE LA DETTE EN PERIODE DE PANDEMIE DE LA COVID-19- JEUDI 28 MAI 2020.

---

**Webinaire sur la gestion de la dette a été organisé conjointement entre AFRITAC de l'Ouest et la Division MCMDM du FMI** au profit des pays couverts par le Centre et de certains autres pays francophones d'Afrique subsaharienne (Comores et Djibouti).

**Avec la pandémie COVID-19 en cours, les gestionnaires de la dette souveraine sont confrontés à des besoins de financement du budget de l'Etat et à des coûts d'emprunt fortement accrus.** Ce Webinaire a permis de discuter des différentes actions que les gestionnaires de la dette souveraine peuvent envisager pour s'adapter aux nouveaux défis introduit par la COVID-19.

**Le Webinaire a fourni des orientations sur les domaines dans lesquels les gestionnaires de la dette souveraine pourraient avoir besoin de répondre aux défis découlant de la COVID-19.** Les présentations se sont concentrées sur les considérations politiques pour faire face aux tensions dans les situations où les gestionnaires de la dette sont confrontés à des besoins de financement publics et des

coûts d'emprunt fortement accrus. Les participants ont discuté de la manière dont les gestionnaires de dette souveraine peuvent aider à amortir les chocs de liquidité en minimisant le risque de liquidité à court terme, en répondant aux besoins de refinancement et en soutenant le fonctionnement ordonné des marchés des titres d'État primaires et secondaires.

## **WEBINAIRE REGIONAL CONJOINT AFW/MCM/BM SUR LA STRATEGIE DE GESTION DE LA DETTE A MOYEN TERME (SDMT) ET PLAN ANNUEL DE FINANCEMENT - DU 22 AU 26 FEVRIER 2021.**

---

Cet atelier régional conjoint AFW/MCM/BM organisé en virtuel avait pour objectifs de renforcer les capacités analytiques des participants sur le processus d'élaboration de la Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme et l'évaluation des stratégies d'emprunt alternatives ainsi que l'utilisation du nouvel outil quantitatif SDMT.

L'atelier a permis aux participants d'utiliser les nouvelles fonctionnalités de l'outil SDMT et notamment la modélisation des risques liés à la dette garantie et aux passifs éventuels ainsi que l'intégration des excédents de trésorerie pour déterminer les besoins réels d'emprunt.

L'atelier a également permis de discuter des défis et difficultés auxquels font face les pays en matière de gestion de la dette et de la trésorerie et de mise en œuvre de la SDMT dans ce contexte de COVID-19.

Cet atelier a été l'occasion pour présenter et tester avec les participants le nouvel outil PAF développé par le FMI et la BM pour aider les gestionnaires de la dette à mieux élaborer le plan annuel d'emprunt et les calendriers d'émission des titres à travers une meilleure intégration entre l'endettement et les prévisions de trésorerie.

L'atelier virtuel a été marqué par la participation de presque 35 cadres des pays et institutions couverts par l'AFW en plus de représentants de Madagascar et des Comores invités à prendre part à cet atelier.

## **II. SEMINAIRES ET ACTIONS DE FORMATION AF21**

**Le Centre a organisé seize webinaires (Tableau 1) au cours de l'année fiscale 2021.** Ces actions de formation ont permis de renforcer les capacités et l'expérience de cadres des pays et institutions couverts par l'AFRITAC de l'Ouest. Ces activités conduites à distance au niveau régional par le centre sont résumées dans le tableau ci-après :

Tableau 1. Webinaires organisés au cours de l'AF 2021 (Situation au 30 avril 2021)

<b>Domaines</b>	<b>Thèmes</b>	<b>Dates</b>
Statistiques du secteur réel	Les défis liés à la COVID-19 dans la compilation du PIB	17-21 aout 2020

Statistiques du secteur réel	Les défis liés à la COVID-19 dans la compilation de l'IHPC	13 aout 2020
Statistiques du secteur réel	Les défis liés à la COVID-19 dans la compilation de l'IPP et l'IPCE	14 septembre 2020
Gestion des dépenses publiques	Le Compte unique du Trésor et la gestion de la trésorerie	17 juin 2020
Gestion de la dette	Gestion de la dette en période de pandémie	28 mai 2020
Gestion des dépenses publiques	Outils budgétaires en réponse au COVID-19	7 mai 2020
Gestion des dépenses publiques	Les fonds de concours	28 mai 2020
Gestion des dépenses publiques	Préparation du budget en période de crise : conseils pour l'élaboration du budget 2021	5 aout 2020
Analyses macroéconomique et budgétaire	Cadrage macroéconomique sous COVID-19	21 avril ; 6 mai et 14 juillet
Analyses macroéconomique et budgétaire	Modélisation macroéconomique	21 mai ; 2, 8, 30 juin et 21 juillet
Gestion des dépenses publiques	Webinaire régional portant sur le contrôle de l'utilisation des ressources liées à la lutte contre la COVID-19	8 octobre 2020
Analyses macroéconomique et budgétaire	Réunion sur la conjoncture du deuxième semestre 2020 et les prévisions 2020-2021 dans les Etats de l'UEMOA, en Guinée et en Mauritanie.	8-10 décembre 2020
Analyses macroéconomique et budgétaire	Webinaire sur le renforcement des prévisions budgétaires.	1-5 mars 2021
Statistiques du secteur réel	Webinaire sur le Traitement des données administratives et d'enquête et établissement des comptes nationaux.	12-16 avril 2021
Statistiques de finances publiques	Webinaire sur la prise en compte des opérations en nature dans les statistiques de finances publiques.	29 avril-7 mai 2021

Administration douanière	Webinaire sur le suivi des engagements douaniers.	29 mars-2 avril 2021
--------------------------	---	----------------------

## WEBINAIRES INTERREGIONAUX SUR LE CADRAGE MACROECONOMIQUE EN PERIODE DE PANDEMIE DE LA COVID-19 ET LA MODELISATION QUASI-COMPTABLE.

**Les conseillers résidents en analyses macroéconomique et budgétaire des AFRITAC de l'Ouest et du Centre ont organisé une série de webinaires réunissant les cadres des directions en charge des prévisions macroéconomiques** utilisant les modèles quasi-comptables (MQC) avec tableau des ressources et des emplois (TRE). Plusieurs sujets touchant au cadrage macroéconomique et budgétaire et à la modélisation quasi-comptable ont été abordés.

**En matière de pratique de cadrage, le premier webinaire organisé le 21 avril 2020 a porté sur le cadrage macroéconomique en période de pandémie.** Elle avait pour objectif de mettre en exergue les canaux de transmission de la crise et de proposer une démarche de cadrage dans le contexte de la COVID-19. Ce webinaire a été dupliqué le 29 avril 2020 pour les autres pays n'utilisant pas les MQC à base de TRE. Deux autres webinaires ont été organisés : sur l'évaluation de l'impact de la COVID-19 (6 mai) et sur la robustesse des cadrages macroéconomiques (14 juillet).

**En matière de modélisation macroéconomique, l'accent a été mis sur les défis de l'heure pour les pays,** à savoir l'insertion des comptes nationaux suivant le SCN 2008 dans les MQC à base de TRE (2 juin, 8 juin, 30 juin) et sur les modules relatifs aux secteurs miniers/pétroliers dans les MQC (28 mai, 21 juillet). Les webinaires ont été l'occasion pour les pays comme le Niger et le Tchad d'échanger leur expérience dans ces domaines.

## REUNION SUR LA CONJONCTURE DU PREMIER SEMESTRE 2020 ET LES PREVISIONS 2020-2021 DANS LES ETATS DE L'UEMOA, EN GUINEE ET EN MAURITANIE, 10-11 JUIN 2020.

**Tous les Etats membres de l'UEMOA, ainsi que la Mauritanie et la Guinée étaient représentés par des participants respectivement en charge de l'analyse conjoncturelle et de la prévision macroéconomique à ce webinaire** organisé par la Commission de l'UEMOA, AFRISTAT et AFRITAC de l'Ouest. La Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG), la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), le Bureau sous régional Afrique de l'Ouest de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA BSR-AO), l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO) et la Commission de la CEDEAO ont été également représentés. La réunion a été l'occasion d'échanger sur l'impact de la pandémie et sur les perspectives macroéconomiques intégrant ces impacts présentés par chaque pays.

**Les enseignements que l'on peut tirer de ces échanges est que les systèmes de production des statistiques à haute fréquence et d'analyse de l'information conjoncturelle n'arrivent pas à produire une information sur l'actualité économique utile pour les décideurs,** ceci pour plusieurs raisons (méthode de production statistique, optique d'analyse de la conjoncture, moyens financiers). Il y a donc un enjeu pour les pays en termes de renforcement de leurs systèmes statistiques pour être en mesure de produire de l'information en temps de crise.

## WEBINAIRE REGIONAL SUR LA GESTION DE LA DETTE EN PERIODE DE PANDEMIE DE LA COVID-19- JEUDI 28 MAI 2020.

---

**Un Webinaire sur la gestion de la dette a été organisé conjointement entre AFRITAC de l'Ouest et la Division MCMDM du FMI** au profit des pays couverts par le Centre et de certains autres pays francophones d'Afrique subsaharienne (Comores et Djibouti).

**Avec la pandémie COVID-19 en cours, les gestionnaires de la dette souveraine sont confrontés à des besoins de financement du budget de l'Etat et à des coûts d'emprunt fortement accrus.** Ce Webinaire a permis de discuter des différentes actions que les gestionnaires de la dette souveraine peuvent envisager pour s'adapter aux nouveaux défis introduit par la COVID-19.

**Le Webinaire a fourni des orientations sur les domaines dans lesquels les gestionnaires de la dette souveraine pourraient avoir besoin de répondre aux défis découlant de la COVID-19.**

Les présentations se sont concentrées sur les considérations politiques pour faire face aux tensions dans les situations où les gestionnaires de la dette sont confrontés à des besoins de financement publics et des coûts d'emprunt fortement accrus. Les participants ont discuté de la manière dont les gestionnaires de dette souveraine peuvent aider à amortir les chocs de liquidité en minimisant le risque de liquidité à court terme, en répondant aux besoins de refinancement et en soutenant le fonctionnement ordonné des marchés des titres d'État primaires et secondaires.

## JEUDI 28 MAI 2020 : LES FONDS DE CONCOURS

---

**Avec la pandémie COVID-19, les budgets des Etats doivent être rapidement adaptés afin de gérer au mieux la crise sanitaire et ses conséquences sur les économies.** Ce webinaire a permis de rappeler les concepts et principes de gestion des fonds de concours et exposer leurs possibilités d'utilisations dans le cadre de la crise sanitaire. La présentation basée sur une fiche technique sur les fonds de concours disponible sur le site web d'AFRITAC de l'Ouest a servi de support à ce webinaire. Les différentes options d'utilisation des fonds de concours ont été discutées avec les gestionnaires du budget afin d'adapter les budgets aux nouveaux défis introduits par la pandémie de Covid-19.

## MERCREDI 17 JUIN 2020 : LA CONSOLIDATION DES RESSOURCES AU SEIN DU COMPTE UNIQUE DU TRESOR (CUT) ET LA GESTION DE LA TRESORERIE DURANT LA PERIODE DE PANDEMIE DE LA COVID-19

---

**Avec la crise sanitaire et les besoins urgents en matière de dépense, la gestion du CUT et de la trésorerie sont un enjeu majeur dans la gestion de la crise.** Ce webinaire modéré par le Directeur Général adjoint de la DGTCP de la Côte d'Ivoire a été basé sur la note technique du Département des Finances publiques disponible sur le site internet d'AFRITAC de l'Ouest. La présentation a fourni des recommandations permettant de faire face aux nouveaux défis. Le tour de table a permis aux participants (i) d'expliquer comment ils ont adapté la gestion du CUT et de la trésorerie aux besoins nouveaux de dépenses urgentes dans le cadre de la crise sanitaire et les nouveaux défis auxquels ils sont confrontés et (ii) d'échanger sur les meilleures pratiques

internationales sur les deux thèmes de ce webinaire. Un tableau de synthèse des pratiques des pays sur les deux thèmes a été produit aux représentants des Etats à l'issue du webinaire.

### **MERCREDI 8 JUILLET : L'ADAPTATION DES NOMENCLATURES BUDGETAIRES ET COMPTABLES ET DU REPORTING FINANCIER EN PERIODE DE PANDEMIE DE COVID-19**

---

**Ce webinaire modéré par le Directeur Général du Budget du Bénin a été basé sur la note technique du Département des finances publiques du FMI portant sur le même thème, disponible sur le site internet d'AFRITAC de l'Ouest.** La présentation a permis de dresser les enjeux et les principales recommandations sur l'adaptation des nomenclatures et le reporting financier. Le tour de table a permis aux participants d'échanger (i) sur les modalités d'adaptation de leurs nomenclatures budgétaires et comptables et sur les exigences de reporting spécifiques des opérations liées à la crise sanitaire du Covid-19 et (ii) d'échanger sur les meilleures pratiques internationales en la matière. Un tableau de synthèse des pratiques des pays sur les deux thèmes a été produit aux représentants des Etats à l'issue du webinaire.

### **WEBINAIRE REGIONAL SUR LA PREPARATION DU BUDGET EN PERIODE DE CRISE : CONSEILS POUR L'ELABORATION DU BUDGET 2021 – 5 AOUT 2020.**

---

**Ce webinaire, organisé conjointement entre AFRITAC de l'Ouest et la Division M2 du Département des Finances publiques du FMI au profit des pays couverts par le Centre,** avec l'appui des trois conseillers résidents en gestion des dépenses publiques, a réuni les responsables des directions du budget, les prévisionnistes des Directions en charge des cadrages macroéconomiques et budgétaires, des responsables des directions de la programmation des investissements publics ainsi que des représentants des Comité nationaux de politique économique et du Département en charge des politiques économiques et fiscales de la Commission de l'UEMOA.

**Le webinaire a été l'occasion de discuter de la nécessité d'aménager les institutions et les processus en cette période de pandémie, de mettre au point une stratégie budgétaire dans une période de grande incertitude et des éléments de stratégie afin de cadrer les budgets, fixer des plafonds de dépenses et négocier avec les ministères dépensiers.** La nécessité d'assurer une exécution agile, réactive et contrôlée du budget pour l'exercice 2021 et de faire passer le bon message à propos du budget de l'exercice 2021 a été également évoquée.

**Au cours des échanges, les participants ont salué la tenue de ce webinaire qui est intervenu à point nommé** et ont suggéré des besoins de renforcer leur capacité notamment dans le domaine macro budgétaire.

### **REUNION SUR LA CONJONCTURE DU DEUXIEME SEMESTRE 2020 ET LES PREVISIONS 2020-2021 DANS LES ETATS DE L'UEMOA, EN GUINEE ET EN MAURITANIE, 8 AU 10 DECEMBRE 2020**

---

**Le séminaire avait pour principal objectif de faire le point de la conjoncture récente et des prévisions macroéconomiques 2020-2023 dans les Etats et de permettre des échanges et**

**discussions entre les participants des Etats, des banques centrales et des institutions sous-régionales, en vue de faire le point des effets de la pandémie sur leurs économies respectives.** Sur le plan technique, les présentations montrent que la pratique de la gestion et du suivi des risques macroéconomiques est encore embryonnaire dans les pays et des marges d'améliorations significatives à court terme existent. Les insuffisances constatées au cours du séminaire de juin 2020 en matière de production d'une analyse conjoncturelle de qualité et respectant les enjeux de ponctualité sont confirmées dans plusieurs pays.

## **WEBINAIRE REGIONAL PORTANT SUR LE CONTROLE DE L'UTILISATION DES RESSOURCES LIEES A LA LUTTE CONTRE LA COVID-19**

---

**Une quarantaine de participants des pays couverts par l'AFRITAC de l'Ouest issus des corps de contrôle du Ministère chargé des finances, des Cours des comptes et autres institutions supérieures de contrôles ont participé à ce webinaire régional.** La qualité de la gestion des ressources COVID-19 et de sa restitution suscite beaucoup d'attentes tant des citoyens que des partenaires au développement, au regard de l'élan général de mobilisation des contributions qu'a suscité cette pandémie. Cette thématique a été au cœur des préoccupations des corps de contrôles des pays couverts par l'AFRITAC de l'Ouest lors du webinaire régional du 8 octobre 2020 organisé par le Département des finances publiques du FMI et l'AFRITAC de l'Ouest. Les principales recommandations suivantes ont été discutées et appréciées par les participants :

- Hiérarchiser les contrôles en mettant particulièrement l'accent sur les opérations présentant un risque élevé et/ou un fort enjeu financier ;
- Optimiser les systèmes d'informations, les outils et dispositifs existants pour l'efficacité des contrôles portant sur l'exécution des dépenses ;
- Optimiser les modes de contrôles en utilisant les outils dématérialisés et en intensifiant l'utilisation des technologies et des plates-formes actuelles pour limiter les contrôles présentiels ;
- Enregistrer les dons en nature mobilisés tant en comptabilité matières qu'en comptabilité générale de l'Etat ;
- Mieux articuler les différentes catégories de contrôles et développer leur adaptabilité,
- Rapprocher au mieux le contrôle ex-post du contrôle contemporain ;
- Publier régulièrement et fréquemment les rapports de contrôles.

## **WEBINAIRE SUR LE RENFORCEMENT DES PREVISIONS BUDGETAIRES.**

---

**Le Centre a organisé, avec l'appui du Département des finances publiques du FMI (FAD) à distance, un séminaire régional sur le thème "Prévisions budgétaires". Cet atelier visait à renforcer la qualité des prévisions en vue d'améliorer la crédibilité des budgets des Etats membres.** Le séminaire a connu la participation des représentants des pays membres notamment des cadres des directions en charge de la programmation budgétaire, de la prévision

macroéconomique, de la programmation des investissements publics ainsi que des régies (douanes et impôts). Y ont également pris part la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Banque Centrale de Mauritanie et l'Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Sub-saharienne (AFRISTAT). Les travaux se sont tenus autour de trois (3) sessions déclinées comme suit, après une session introductive, (i) Prévisions des recettes ; (ii) Prévisions des dépenses ; et (iii) Financements et implications institutionnelles. La deuxième phase de l'atelier interviendra au cours du second semestre 2020 en présentiel si les conditions sanitaires le permettent et permettra d'échanger sur les expériences de la sous-région et de dégager des pistes de travail pour renforcer la crédibilité du budget des Etats.

## **WEBINAIRE SUR LE TRAITEMENT DES DONNEES ADMINISTRATIVES ET D'ENQUETE ET ETABLISSEMENT DES COMPTES NATIONAUX DU 12 AU 16 AVRIL 2021.**

---

**Des statisticiens des bureaux nationaux de statistique des 10 pays couverts par le centre ont participé au webinaire qui a permis de renforcer les connaissances des participants sur les pratiques pertinentes en matière de traitement des données administratives et d'enquête et d'établissement des comptes nationaux.** Certaines sessions comptaient jusqu'à 60 participants. Les commentaires des participants indiquent que le webinaire a été bien accueilli. Ils étaient d'accord ou tout à fait d'accord qu'ils étaient satisfaits du webinaire (avec une note moyenne de 4,7 sur 5). Les répondants étaient d'accord ou tout à fait d'accord pour dire que le sujet était utile (avec une note moyenne pondérée de 4,5 sur 5) ; et la présentation était bonne (5 sur 5); et tous étaient d'accord ou tout à fait d'accord pour dire que les conférenciers étaient efficaces dans la communication de leur communication (5 sur 5). Cependant, environ la moitié des participants ont indiqué qu'il n'y avait pas assez de temps pour la discussion (3 sur 5). En outre, les participants ont indiqué qu'une session supplémentaire pour les comptes nationaux trimestriels, pour la compilation des TRE et le traitement des états financiers serait utile.

## **WEBINAIRE SUR LA PRISE EN COMPTE DES OPERATIONS EN NATURE DANS LES STATISTIQUES DE FINANCES PUBLIQUES.**

---

**Organisé par le Centre, cet atelier de réflexion sur la prise en compte des opérations en nature dans les statistiques de finances publiques a réuni une cinquantaine de participants issus des pays couverts par l'AFRITAC de l'ouest et les pays francophones de l'AFRITAC du sud à savoir Madagascar et les Comores.** Ce séminaire régional de sensibilisation et de formation organisé par l'AFRITAC de l'Ouest a permis de :

- Faire le rappel sur les normes et principes du *Manuel de statistiques de finances publiques 2001* et sa version révisée de 2014 notamment le champ de couverture des statistiques de finances publiques, le cadre analytique ;
- Elargir le champ de couverture des statistiques de finances publiques aux opérations non monétaires.

Les travaux ont également permis de mettre à la disposition des acteurs des finances publiques, des outils et connaissances pour la production à titre expérimentale des statistiques des sous-secteurs de l'administration publique, intégrant des opérations en nature. En effet, les réflexions ont porté sur :

- ✓ La définition d'une méthodologie de collecte de données liées aux opérations en nature ;
- ✓ L'évaluation des opérations en nature (logement et voiture de fonction) ;
- ✓ Calendrier d'intégration dans les statistiques de finances publiques.

## WEBINAIRE SUR LE SUIVI DES ENGAGEMENTS DOUANIERS.

---

### **L'objectif de ce séminaire était d'identifier les différents moyens de renforcer le suivi des engagements et obligations des opérateurs et le traitement de la dette douanière**

**correspondante.** Le séminaire s'est déroulé à distance avec des experts douaniers des dix pays bénéficiaires des actions de renforcement des capacités fournies par AFW et avec la participation du conseiller en douane d'AFW et du coordinateur régional SYDONIA (CNUCED). Les discussions ont permis d'identifier les mesures suivantes pour renforcer ces fonctions douanières, indispensables à la sécurisation des recettes :

- En ce qui concerne le suivi des engagements et obligations des opérateurs : (1) informatiser pleinement la procédure douanière, tant dans ses volets déclaratif qu'administratif ; (2) renforcer le service ad hoc des bureaux de douane par une meilleure répartition des ressources allouées à ces bureaux; et (3) officialiser les contrôles et mesures à prendre par ce service et fixer les délais dans lesquels ils doivent être effectués;
- En ce qui concerne le traitement de la dette douanière: (1) formaliser les règles nationales et communautaires d'évaluation, de comptabilité et de notification des créances résultant du non-respect de l'une des obligations ou conditions imposées aux opérateurs; (2) exiger une garantie suffisante, fiable et solvable; (3) exploiter l'ensemble des règles nationales d'exécution à l'encontre du débiteur et de son garant et établir un mécanisme communautaire d'assistance mutuelle pour le recouvrement des créances relatives aux impôts, droits et autres mesures; (4) approuver un titre d'exécution administrative; et (5) promouvoir le paiement électronique des droits et taxes.

**Concernant le renforcement du contrôle managérial de ces fonctions:** (1) mettre en place un contrôle régulier et standardisé de l'exécution du service par le chef du bureau de douane et le chef de la section de suivi; (2) fournir à l'administration centrale des indicateurs de performance pour le suivi des obligations des opérateurs et pour la gestion de la dette douanière, sur une base mensuelle; (3) renforcer les capacités des sections de suivi grâce à une meilleure répartition des effectifs des bureaux de douane en fonction de la charge de travail; et (4) adopter, en matière de GRH, une approche «métier» avec des formations adaptées aux fonctions de suivi et de recouvrement et de valorisation de ces fonctions.

### III. AUTRES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Tableau 2. Taux de croissance du PIB réel des pays de l'AFRITAC de l'Ouest (en pourcentage)

	2018	2019	2020
Bénin	6.7	6.9	2.0
Burkina Faso	6.8	5.7	0.8
Côte d'Ivoire	6.9	6.2	2.3
Guinée	6.2	5.6	5.2
Guinée-Bissau	3.4	4.5	-2.4
Mali	4.7	4.8	-2.0
Mauritanie	2.1	5.6	-2.2
Niger	7.2	5.9	1.2
Sénégal	6.2	4.4	0.8
Togo	5.0	5.5	0.7
Pays AFW	5.5	5.5	0.6
Pays ASS	3.2	3.2	-1.9

Source : FMI, base de données des Perspectives économiques régionales.

Tableau 3. Missions prévues par pays en Administration douanière

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2022
<b>Bénin</b>	1	Renforcer les capacités sur la fonction d'évaluation en douane.	Les contrôles primaires et les contrôles après dédouanement sur la valeur en douane sont mieux alignés sur les principes de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation.
<b>Burkina Faso</b>	2	Renforcer les capacités sur la fonction d'évaluation en douane.	Les contrôles primaires et les contrôles après dédouanement sur la valeur en douane sont mieux alignés sur les principes de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation.
		Poursuivre le renforcement de la gestion et du contrôle des	Les régimes suspensifs et les exonérations ont été automatisés dans le système informatique des douanes et (2) plus de,10%

<b>Pays</b>	<b>Nombre de missions</b>	<b>Activités</b>	<b>Jalons 2022</b>
		exonérations et des régimes suspensifs.	des principaux opérateurs économiques sont contrôlés dans le cadre d'un programme de CAD.
<b>Côte d'Ivoire</b>	1	Poursuivre le renforcement des capacités des agents de la surveillance en termes d'analyse de risque et dans le renseignement.	Plus de 15% des contrôles effectués par les agents de la surveillance proviennent de l'analyse des risques effectuée préalablement.
<b>Guinée</b>	1	Renforcer les capacités sur la fonction d'évaluation en douane.	Les contrôles primaires et les contrôles après dédouanement sur la valeur en douane sont mieux alignés sur les principes de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation.
<b>Guinée-Bissau</b>	1	Renforcer les capacités sur la fonction d'évaluation en douane.	Les contrôles primaires et les contrôles après dédouanement sur la valeur en douane sont mieux alignés sur les principes de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation.
<b>Mali</b>	3	Finaliser la mise en œuvre de l'instruction-cadre sur le dédouanement (manuel)	Les recettes sont sécurisées et les délais de dédouanement sont réduits dans les principaux bureaux de douane.
		Revue du projet de Code national des Douanes.	Le projet de code national des douanes est revu et disponible.
		Renforcement de la fonction d'évaluation en douane et du centre technique d'expertise en valeur	Les contrôles primaires et les contrôles après dédouanement sur la valeur en douane sont mieux alignés sur les principes de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation.
<b>Mauritanie</b>	2	Renforcement des capacités dans le domaine du contrôle après dédouanement (CAD).	Plus de 10% des principaux opérateurs économiques sont contrôlés dans le cadre d'un programme de CAD.
		Renforcement de la gestion automatisée du risque.	Le système de gestion automatisée des risques est mis en place.
<b>Niger</b>	2	Renforcement des capacités dans le domaine du contrôle après dédouanement (CAD).	Plus de 10% des principaux opérateurs économiques sont contrôlés dans le cadre d'un programme de CAD.
		Renforcer les capacités sur la fonction d'évaluation en douane.	Les contrôles primaires et les contrôles après dédouanement sur la valeur en douane sont mieux alignés sur les principes de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation.
<b>Sénégal</b>	1	Renforcer les capacités sur la fonction d'évaluation en douane.	Les contrôles primaires et les contrôles après dédouanement sur la valeur en douane sont mieux alignés sur les principes de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation.

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2022
Togo	1	Renforcer les capacités sur la fonction d'évaluation en douane.	Les contrôles primaires et les contrôles après dédouanement sur la valeur en douane sont mieux alignés sur les principes de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation.

Tableau 4. Missions prévues par pays en Administration fiscale

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2022
Bénin	2	Mission FAD Poursuite du renforcement de l'action de pilotage.	Le dispositif de pilotage proposé est adopté ; (2) Des indicateurs pour mesurer la performance et réduire les risques sont exploités régulièrement.
Burkina Faso	1	Renforcement du recouvrement	Situation du recouvrement des 50 RAR les plus importants : élaboration d'un plan d'action pour leur apurement.
Côte d'Ivoire	1	Renforcement de l'action de pilotage.	Le dispositif de pilotage proposé est adopté ; (2) Des indicateurs pour mesurer la performance et réduire les risques sont exploités régulièrement.
Guinée-Bissau	1	Poursuite du renforcement de la fiabilisation du fichier des contribuables	100 des grandes entreprises et 75% des micros-entreprises sont enregistrées dans le fichier des contribuables.
Mali	3	Mission FAD ; Appui à la détection de nouveaux contribuables à partir de l'exploitation du renseignement ; Appui à la mise en place d'un système de GRH basé sur la performance.	Le nombre d'entreprises moyennes fiscalisées dans les Cimes s'accroît significativement ; Un système de GRH basé sur la performance est introduit. Il touche les principaux domaines de la GRH.

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2022
Mauritanie	2	Mission FAD (TADAT) ; Renforcement de l'efficacité de la TVA	20% des déclarations de TVA des moyennes entreprises, créditrices ou néant, font l'objet d'un contrôle ponctuel chaque année
Sénégal	2	Mission FAD Suivi SRMT (2) ; Renforcement du pilotage de la SRMT	Un dispositif de pilotage est proposé et adopté ; (2) Une série d'indicateurs pour mesurer la performance et réduire les risques est publiée et exploitée régulièrement.
Pays Membres	1	Mission CEDEAO Discussion et proposition d'un plan d'action régional concerté de renforcement des capacités	
Guinée	4	Renforcer la gouvernance fiscale et le pilotage des missions ; Renforcer l'informatisation des opérations fiscales ; Renforcer les opérations fiscales : gestion des contribuables dans le nouvel environnement informatisé ; Participer à une mission FAD	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <input type="checkbox"/> Les principes de la gestion par les risques sont diffusés (TADAT POA2-3)</li> <li>▪ <input type="checkbox"/> Le cycle de gestion de la performance est mis en œuvre</li> <li>▪ <input type="checkbox"/> Une (01) activité d'appui des services centraux au profit des services opérationnels est mise en œuvre</li> <li>▪ <input type="checkbox"/> Le module de gestion est livré et utilisé par les gestionnaires</li> <li>▪ <input type="checkbox"/> 100 % des inactifs et doublons sont éliminés de la base des contribuables informatisée (SGE et SME)</li> <li>▪ <input type="checkbox"/> Le taux de déclaration de la TVA à l'échéance atteint 90% au SGE et 80% pour le SME (score B_TADAT)</li> <li>▪ <input type="checkbox"/> 100 % des inactifs et doublons sont éliminés de la base informatisée des contribuables (SGE et SME)</li> <li>▪ <input type="checkbox"/> Le taux de déclaration de la TVA à l'échéance atteint 100% au SGE et 95% pour le SME (score A_TADAT)</li> </ul>

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2022
Niger	3	<p>Participation à une mission FAD ;</p> <p>Renforcer les opérations fiscales : gestion des contribuables dans un environnement informatisé ;</p> <p>Renforcer les opérations fiscales : Appui aux recoupements de l'information fiscale dans un environnement informatisé</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> 100 % des inactifs et doublons sont éliminés de la base des contribuables informatisée (DGE et DME)</li> <li><input type="checkbox"/> Le taux de déclaration de la TVA à l'échéance atteint 100% à la DGE et 95% à la DME (score A TADAT)</li> <li><input type="checkbox"/> Le module recoupements de SISIC est fonctionnel</li> <li><input type="checkbox"/> La part des recoupements dans la programmation atteint 25%</li> <li><input type="checkbox"/> 200 nouveaux moyens contribuables sont identifiés et transférés à la DME</li> </ul>
Togo	3	<p>Renforcer les capacités de suivi des exonérations et des régimes dérogatoires ;</p> <p>Renforcer les opérations fiscales : appui à la gestion des contribuables dans le nouvel environnement informatisé ;</p> <p>Participation à la Mission FAD</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Le rapport d'inventaire des exonérations est disponible et sert de support à une étude sur les dépenses fiscales</li> <li><input type="checkbox"/> 100 % des inactifs et doublons sont éliminés de la base des contribuables informatisée (DGE et DME)</li> <li><input type="checkbox"/> Le taux de déclaration de la TVA à l'échéance atteint 100% à la DGE et 95% à la DME (score A TADAT)</li> </ul>

Tableau 5. Missions prévues en Gestion des dépenses publiques (Budget)

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2022
Bénin	1	Appui à la définition d'une méthodologie d'intégration des éléments de rémunération en nature dans la masse salariale	Une méthodologie d'intégration des éléments de rémunération en nature dans la masse salariale est élaborée

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2022
Burkina Faso	1	Appui à l'identification, l'analyse et la gestion des risques budgétaires et à l'amélioration des Plans Annuels de Performance	Les capacités des acteurs budgétaires de l'identification et de l'analyse des risques budgétaires sont renforcées et les plans annuels de performance sont améliorés
Côte d'Ivoire	1	Appui à l'amélioration des plans annuels de performance (PAP)	Les plans annuels de performance sont améliorés
Guinée	1	Poursuite de l'appui à la mise en œuvre des AE et CP	Le cadre institutionnel portant la mise en œuvre des AE et CP est établi et la matrice des AE et CP est correctement remplie par les ministères sectoriels pilotes
Guinée-Bissau	1	Appui à l'élaboration des cadres de dépenses à moyen terme (DPPD)	Les capacités des ministères sectorielles et des institutions sont renforcés en vue de la mise en œuvre de la DPPD
Mali	1	Appui à l'identification, l'analyse et la gestion des risques budgétaires	Les capacités des acteurs budgétaires de l'identification et de l'analyse des risques budgétaires sont renforcées
Mauritanie	1	Poursuite de l'appui à la mise en œuvre des AE et CP et appui à la mise en œuvre des recommandations de la mission PIMA	La matrice des AE et CP est correctement remplie par les ministères sectoriels pilotes et l'état de la mise en œuvre des recommandations du PIMA est actualisé et certaines mesures sont proposées pour l'avancer davantage
Niger	1	Poursuite de l'appui à la mise en œuvre des AE et CP et appui à la mise en œuvre des recommandations de la mission PIMA	La matrice des AE et CP est correctement remplie par les ministères sectoriels pilotes et l'état de la mise en œuvre des recommandations du PIMA est actualisé et certaines mesures sont proposées pour l'avancer davantage
Sénégal	2	Appui au renforcement de la programmation des investissements publics	Les capacités de la programmation des investissements publics des ministères centraux et sectoriels sont renforcées à travers les processus et techniques pratiques
		Appui à la mise en œuvre des plans de passation des marchés (PPM) et des plans d'engagement des dépenses (PED) articulés au plan de trésorerie	Les capacités des acteurs pour l'élaboration des PPM et des PED sont renforcées et des dispositions sont en cours pour leur mise en œuvre dès 2022

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2022
Togo	1	Appui à la programmation et la budgétisation de la masse salariale (dépenses de personnel)	Les capacités de la programmation et la budgétisation de la masse salariale des acteurs budgétaires sont renforcées.
Régional	2	- Organisation du séminaire régional sur le PIMA et le PIMA Climate Change (PIMA CC), en liaison avec le conseiller Comptabilité et Trésor	Les bonnes pratiques régionales et internationales de gestion des investissements publics sont partagées et les capacités des participants sont renforcées. Les participants sont également sensibilisés à la problématique et aux enjeux de la gestion des investissements publics liés au changement climatique.
		- Participation au séminaire : "Améliorer les pratiques de prévision budgétaires" (suite atelier FY21), en liaison avec le conseiller en analyse macroéconomique budgétaire	Les bonnes pratiques régionales et internationales de prévision budgétaire sont partagées et les capacités des participants sont renforcées
Régional UEMOA	3	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration du guide sur le contrôle interne budgétaire</li> <li>- Séminaire sur le guide du contrôle interne budgétaire avec les états membre et la Commission de l'UEMOA</li> <li>- Elaboration du guide unique sur le contrôle interne budgétaire et comptable, en collaboration avec le conseiller Comptabilité et Trésor en intégrant le guide sur le contrôle interne comptable</li> </ul>	Un guide sur le contrôle interne budgétaire et comptable est disponible pour les états membres de l'UEMOA et rendu public.
Mission FAD	1	Participation du Conseiller à une mission du Département des finances publiques (FAD) dans un pays couvert par AFRITAC Ouest (à la demande du FAD)	

**Tableau 6. Missions prévues par pays en Gestion des dépenses publiques  
- Comptabilité et Trésor**

<b>Pays</b>	<b>Nombre de missions</b>	<b>Activités</b>	<b>Jalons 2022</b>
<b>Bénin</b>	2	Appui à la mise en œuvre du passage à la comptabilité en droits constatés	Un projet de cartographie des risques comptables de quelques processus d'un ministère test est disponible. Les personnels de la DGTCP sont formés à la méthodologie de cartographie des risques comptables.
		Poursuite de la consolidation du compte unique du Trésor et appui à la gestion active de la trésorerie	La feuille de route de mise en œuvre du CUT est actualisée et un avant-projet de guide sur la gestion active de la trésorerie est élaboré
<b>Burkina Faso</b>	2	Appui à la comptabilité en droits constatés : articulation de la comptabilité en droits constatés et de la comptabilité des matières	Un guide pratique sur l'articulation des deux comptabilités est disponible. Les personnels de la DGTCP et de la DGAIE sont formés à cette articulation.
		Poursuite de l'appui à la mise en œuvre du passage à la comptabilité en droits constatés : le contrôle interne comptable	Un projet de cartographie de des risques comptables de quelques processus pour un ministère test est disponible. Les personnels de la DGTCP sont formés à l'élaboration de la cartographie des risques comptables.
<b>Côte d'Ivoire</b>	2	Appui à la comptabilité en droits constatés : articulation de la comptabilité en droits constatés et de la comptabilité matières	Un guide pratique sur l'articulation des deux comptabilités est disponible. Le personnel de la DGTCP et les comptables matières sont formés à cette articulation
		Poursuite de l'appui à la comptabilité en droits constatés : documentation des opérations de fin de gestion.	Un guide pratique sur l'exécution des opérations de fin d'exercice telles que les charges à payer, les produits à recevoir, la détermination des différents résultats, est élaboré.
<b>Guinée</b>	1	Appui à l'informatisation de la comptabilité générale de l'Etat	La revue qualité des documents du projet d'informatisation de la comptabilité est disponible
<b>Guinée-Bissau</b>	1	Poursuite de l'appui à la mise en œuvre du Compte unique du Trésor	La feuille de route de mise en œuvre du CUT et de l'amélioration de la gestion de la trésorerie est actualisée
<b>Mali</b>	2	Appui à la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés : élaboration des états financiers	Les fiches techniques relatives à la l'élaboration des nouveaux états financiers sont disponibles
		Appui à l'intégration de la gestion de la trésorerie et de la dette	Un plan d'action d'intégration de la dette et de la gestion de la trésorerie est disponible

<b>Pays</b>	<b>Nombre de missions</b>	<b>Activités</b>	<b>Jalons 2022</b>
<b>Mauritanie</b>	1	Appui à la préparation de la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés	La stratégie et feuille de route du premier bilan d'ouverture de l'Etat sont actualisées
<b>Niger</b>	1	Suivi de la consolidation du CUT et du passage à la comptabilité en droits constatés	L'état d'avancement de la consolidation du CUT et de la réforme comptable sont disponibles et le plan d'action prioritaire actualisé
<b>Sénégal</b>	1	Appui à la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés : transparence et fiabilité des états financiers	Les fiches techniques relatives à l'élaboration des nouveaux états financiers selon les normes comptables applicables sont élaborées
<b>Togo</b>	1	Appui à la comptabilité en droits constatés : amélioration de l'articulation de la comptabilité en droits constatés et de la comptabilité matières	Un guide pratique sur l'articulation des deux comptabilités est disponible. Le personnel de la DGTCP et les comptables matières sont formés.
<b>Régional</b>	1	Participation du Conseiller au séminaire régional sur le PIMA et le PIMA Climate Change, en liaison avec le conseiller Budget.	Les participants sont sensibilisés aux enjeux et défis du PIMA et PIMA CC
<b>Régional UEMOA</b>	2	Participation à deux (2) réunions de l'observatoire des finances publiques et du réseau de praticiens de l'UEMOA.	Les capacités des cadres en charge de la gestion des finances publiques dans les pays de l'UEMOA sont renforcées en vue de mettre en œuvre les directives des finances publiques.
<b>Interrégional</b>	2	Participation au séminaire FAD sur les normes comptables du secteur public dans les pays d'Afrique francophone avec l'IPSAS Board	Les capacités des participants est renforcée en matière de normes comptables du secteur public
		Séminaire interrégional AFC et AFW portant sur le passage à la comptabilité en droits constatés dans les pays d'Afrique francophone	Les capacités des participants est renforcée et les expériences partagées sur la transition vers la comptabilité en droits constatés
<b>Mission du département des finances publiques</b>	1	Participation du Conseiller à une mission du Département des finances publiques dans un pays couvert par Afritac Ouest	

Tableau 7. Missions prévues par pays en Statistiques de finances publiques

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2022
<b>Bénin</b>	1	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Basculement au TOFE selon le MSFP 2001/2014.</li> <li>▪</li> <li>❖ Extension des autres tableaux du cadre d'analyse minimum aux sous-secteurs de l'administration publique</li> <li>▪</li> <li>❖ Production d'une ébauche du bilan financier</li> <li>❖ Élargissement du champ des statistiques de finances publiques au secteur de l'administration publique.</li> <li>▪</li> <li>❖ Mise en place d'un comité en charge des statistiques des finances publiques (SFP).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites à titre expérimental conformément au MSFP 2001/2014. (Décembre 2021)</li> <li>• Production de la situation consolidée de l'administration publique</li> <li>• Production de la situation de trésorerie, du bilan financier et de la situation de la dette des sous-secteurs des collectivités locales, de la sécurité sociale et des unités extrabudgétaires.</li> </ul>
<b>Burkina Faso</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Affinement des TOFE des sous-secteurs de l'administration publique selon le MSFP 2001/2014</li> <li>▪</li> <li>❖ Affinement des situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie</li> <li>▪</li> <li>❖ Elaboration du TOFE consolidé de l'administration publique selon le MSFP 2014</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites régulièrement conformément au MSFP 2001/2014. (Avril 2022) ;</li> <li>➤ Production de la situation consolidée de l'administration publique</li> <li>➤ Identification d'une année de référence pour la production du compte de patrimoine</li> </ul>
<b>Côte d'Ivoire</b>	1	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Affinement des TOFE des sous-secteurs de l'administration publique selon le MSFP 2001/2014</li> <li>▪</li> <li>❖ Affinement des situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie</li> <li>▪</li> <li>❖ Elaboration du TOFE consolidé de l'administration publique selon le MSFP 2014</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites régulièrement conformément au MSFP 2001/2014. (Février 2022) ;</li> <li>➤ Production de la situation consolidée de l'administration publique</li> <li>➤ Identification d'une année de référence pour la production du compte de patrimoine</li> </ul>
<b>Guinée</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Affinement et production du TOFE de l'administration centrale budgétaire selon le MSFP 2001/2014</li> <li>▪</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Production du TOFE sous une double commande de l'administration centrale budgétaire conformément au MSFP 2001/2014. (Avril 2022) ;</li> </ul>

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2022
		<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Identification des sources de données et des structures pour la production des situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Elaboration d'un calendrier de production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum</li> </ul>
<b>Guinée-Bissau</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014</li> <li>▪</li> <li>❖ Ébauche des situations de la dette et des flux de trésorerie</li> <li>❖ Affinement des tables de passage de la sécurité sociale et des collectivités locales</li> <li>▪</li> <li>❖ Encadrement des travaux du comité en charge des statistiques des finances publiques (SFP).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Production du TOFE des sous-secteurs de l'administration publique (central, collectivités locales et sécurité sociale) selon le MSFP 2014 (Avril 2022)</li> <li>➤ Formation des acteurs de finances publiques</li> </ul>
<b>Mali</b>	1	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014 des sous-secteurs de l'administration publiques</li> <li>▪</li> <li>❖ Affinement des situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie</li> <li>❖ Élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites à titre expérimental conformément au MSFP 2001/2014 (décembre 2021)</li> <li>➤ Production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum du central budgétaire</li> </ul>
<b>Mauritanie</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Reprise des travaux de production du TOFE selon le MSFP 2001/2014</li> <li>▪</li> <li>❖ Élaboration des ébauches des autres tableaux du cadre d'analyse minimum</li> <li>❖ Examen des données pour l'élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques.</li> <li>▪</li> <li>❖ Mise en place d'un comité en charge des statistiques des finances publiques (SFP).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ La table de passage de l'administration publique centrale budgétaire est finalisée et les versions expérimentales des statistiques des sous-secteurs des collectivités locales et de la sécurité sociale sont produites selon le MSFP 2001/2014 (mars 2022) ;</li> <li>➤ Mise en place d'une équipe TOFE</li> <li>➤ Mise en place d'un comité SFP élargi</li> </ul>

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2022
<b>Niger</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014.</li> <li>▪</li> <li>❖ Affinement de la situation de la dette et de la situation de trésorerie.</li> <li>▪</li> <li>❖ Elargissement du champ de couverture des SFP</li> <li>▪</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire, des collectivités locales et de la sécurité sociale sont produites selon le MSFP 2001/2014. (Mars 2022).</li> <li>➤ Production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum selon le MSFP 2001/2014 (mars 2022).</li> <li>➤ Elaboration de l'ébauche de la table de passage des unités extrabudgétaires</li> </ul>
<b>Sénégal</b>	1	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Affinement des statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique.</li> <li>▪</li> <li>❖ Production de la situation consolidée de l'administration publique selon les normes et délais de la NSDD</li> <li>▪</li> <li>❖ Elargissement des statistiques au secteur public</li> <li>▪</li> <li>❖ Elargissement du champ des tableaux du cadre d'analyse minimum.</li> <li>▪</li> <li>❖ Mise en place d'un comité en charge des statistiques des finances publiques (SFP).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ La situation consolidée des statistiques de l'administration publique est produite conformément aux délais de la NSDD (Avril 2022)</li> <li>•</li> <li>➤ Production du TOFE des entreprises publiques</li> <li>➤ Et des situations consolidées de: <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>De l'administration publique</i></li> <li>• <i>Du secteur public</i></li> <li>•</li> </ul> </li> </ul>

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2022
<b>Togo</b>	1	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014.</li> <li>▪</li> <li>❖ Ébauche des situations de la dette et des flux de trésorerie.</li> <li>▪</li> <li>❖ Finalisation de la table de passage des collectivités locales.</li> <li>▪</li> <li>❖ Production d'une ébauche de table de passage de la sécurité sociale.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (central, collectivités locales) affinées et une ébauche de table de passage pour les statistiques du sous-secteur de la sécurité sociale est produite (avril 2022)</li> <li>➤ Elaboration des autres tableaux du cadre d'analyse minimum</li> </ul>

Tableau 8. Missions prévues par pays et institution en Statistiques du secteur réel

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2022
<b>Bénin</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Appui à la mise en place des comptes financiers</li> <li>❖ Consolidation du dispositif des CNT</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ La séquence des comptes 2015-2018 jusqu'au compte de capital est disponible ;</li> <li>❖ Les indicateurs de haute fréquence (IPPI, IHPI, ICA) sont disponibles et pris en compte dans l'élaboration des CNT</li> </ul>
<b>Burkina Faso</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Appui à la mise en place des comptes financiers</li> <li>❖ Mise en place du dispositif des CNT (approche demande et CVS)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ La séquence des comptes 2015-2018 jusqu'au compte de capital est disponible ;</li> <li>❖ Les indicateurs de haute fréquence (IPPI, IHPI, ICA) sont disponibles et pris en compte dans l'élaboration des CNT</li> </ul>
<b>Côte D'Ivoire</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Appui à la mise en place des comptes sectoriels jusqu'aux comptes financiers</li> <li>❖ Alignement des CNT sur les comptes nationaux rénovés et CVS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Les données sources pour élaborer la séquence des comptes de secteurs sont disponibles</li> <li>❖ Les indicateurs de haute fréquence (IPPI, IHPI, ICA, etc.) sont disponibles et pris en compte dans l'élaboration des CNT ; Les données sources du système statistique sont publiées avec leurs méthodologies; Les ajustements aux données sources sont documentés</li> </ul>

<b>Pays</b>	<b>Nombre de missions</b>	<b>Activités</b>	<b>Jalons 2022</b>
<b>Guinée</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Mise en place année de base 2015 selon le SCN 200: Elaboration des CNA 2015-2016</li> <li>❖ Elaboration des CNA 2019-2020 (SCN 1993)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Les données de base (enquêtes, DSF, comptes de gestion, etc.) sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008</li> <li>❖ Les données de base pour la compilation (sociétés, administration publique, agriculture, BDP, etc.) sont disponibles</li> </ul>
<b>Guinée-Bissau</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : comptes provisoires</li> <li>❖ Mise en place du dispositif des CNT</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Les sources de données ont été collectées et traitées</li> <li>❖ Les indicateurs de haute fréquence (IPPI, IHPI, IGV) sont disponibles et pris en compte dans l'élaboration des CNT</li> </ul>
<b>Mali</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : rétropolation</li> <li>❖ Mise en place du dispositif des CNT et CVS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Les données de base pour la rétropolation sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008 incluant les comptes de l'année de base 2015 et de l'année 2016</li> <li>❖ Les indicateurs de haute fréquence -IHF- (IPPI, IHPI, ICA) sont disponibles ; les IHF sont dessaisonnalisés et pris en compte dans l'élaboration des CNT</li> </ul>
<b>Mauritanie</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Mise en place du dispositif des CNT (mise en place de la maquette de calcul)</li> <li>❖ Mise en place de l'indice de la production industrielle (IPI)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Les indicateurs de haute fréquence (IPPI, IHPI, ICA, etc.) sont disponibles et pris en compte dans l'élaboration des CNT ; L'accès aux déclarations mensuelles et annuelles des entreprises à la direction générale des impôts est accordé à l'ONS</li> <li>❖ L'enquête de base est réalisée</li> </ul>
<b>Niger</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Mise en place du dispositif des CNT (Finalisation de la maquette de calcul)</li> <li>❖ Mise en place du dispositif des CNT (élaboration d'une série de PIB trimestriel)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Les indicateurs de haute fréquence (IPPI, IHPI, ICA, etc.) sont disponibles et pris en compte dans l'élaboration des CNT.</li> <li>❖ Une couverture suffisante par les indicateurs de haute fréquence ; les tests sont concluants (étalonnages, simulations historiques)</li> </ul>
<b>Sénégal</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Mise en place année de base 2019 selon le SCN 2008 : bilan de la base 2014 et</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Les sources de données sont collectées et traitées</li> <li>❖ Les équilibres ressources emplois et les comptes de</li> </ul>

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2022
		perspectives d'amélioration ❖ Mise en place du dispositif des CNT (tableau des ressources et emplois) et comptes financiers	branche trimestriels sont disponibles
<b>Togo</b>	2	❖ Mise en place du dispositif des CNT ❖ Appui à l'élaboration des comptes financiers	❖ Les indicateurs de haute fréquence -IHF- (IPPI, IHPI, ICA) sont disponibles ❖ La séquence des comptes 2015-2018 jusqu'au compte de capital est disponible ;

Tableau 9. Missions prévues par pays en Supervision et restructuration bancaires

Institutions/ Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2021
<b>BCEAO/ SGCBU</b>	11	Mise en place d'un cadre prudentiel adapté aux activités de finance islamique	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Revue d'un projet de dispositif prudentiel applicable aux établissements de finance islamique.</li> <li>❖ Formation des agents du SGCBU à la finance islamique.</li> </ul>
		Renforcement de la réglementation bancaires et supervision basée sur les risques.	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Revue d'un projet de cartographie des risques bancaires adapté aux caractéristiques des banques de l'UMOA.</li> <li>❖ Revue d'un projet de texte portant obligations réglementaires en matière de sécurité de l'information.</li> <li>❖ Formation des agents du SGCBU aux techniques de contrôle sur place de la sécurité de l'information.</li> <li>❖ Formation des agents du SGCBU au contrôle sur place du risque de crédit.</li> <li>❖ Formation des agents du SGCBU au contrôle sur place des risques de conformité et des dispositifs de LCB-FT.</li> <li>❖ Formation des agents du SGCBU à l'analyse des plans préventifs de rétablissement.</li> <li>❖ Formation générale sur le thème de la résolution des crises bancaires.</li> <li>❖ Formation des agents du SGCBU à la supervision des établissements de monnaie électronique.</li> </ul>
		Amélioration des exigences réglementaires en matière de comptabilité et de provisionnement prudentiel	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Revue d'un projet de feuille de route portant sur l'application des normes IFRS.</li> </ul>
<b>CREPMF</b>	2	Mise en place de la supervision basée sur les risques	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Etablissement d'une feuille de route pour la mise en place de la supervision basée sur les risques.</li> <li>❖ Formation des cadres et agents du CREPMF à la supervision basée sur les risques.</li> </ul>
<b>Guinée</b>	4	Renforcement de la réglementation et de la supervision bancaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Rédaction d'un projet de règlement sur la définition des éléments de fonds propres et les exigences de capital.</li> <li>❖ Engagements de travaux portant sur la réglementation en matière de liquidité et de transformation ;</li> </ul>

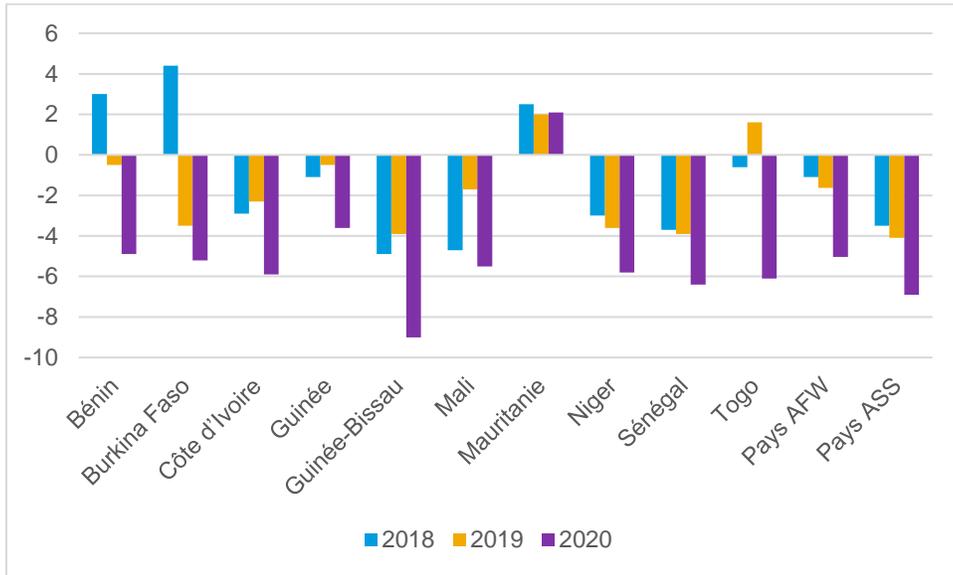
	1	Amélioration des exigences réglementaires en matière de comptabilité et de provisionnement prudentiel	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Formalisation d'un projet de règlement portant sur le risque de concentration.</li> <li>❖ Contribution au développement des capacités de superviseurs nouvellement recrutés. <ul style="list-style-type: none"> <li>▪</li> </ul> </li> <li>❖ Poursuite des travaux relatifs à la mise en œuvre d'IFRS9 et publication du texte réglementaire correspondant.</li> </ul>
<b>Mauritanie</b>	3	Renforcement de la réglementation et de la supervision bancaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Finalisation des travaux relatifs au ratio de structurel de liquidité à long terme.</li> <li>❖ Finalisation des travaux relatifs à la supervision prudentielle des établissements de paiement et de monnaie électronique.</li> <li>❖ Revue de la réglementation sur la concentration et les transactions avec les parties liées.</li> <li>❖ Revue de la qualité des reportings réglementaires.</li> <li>❖ Revue du processus SREP.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Revue des procédures d'analyse des prêts non performants dans le contexte de la crise pandémique.</li> </ul>
	1	Amélioration des exigences réglementaires en matière de comptabilité et de provisionnement prudentiel	

Tableau10. Missions prévues par pays en Analyse macroéconomique et budgétaire

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2022
<b>Bénin</b>	2	Améliorer les outils de prévision des recettes et la pratique d'analyse des risques macroéconomiques  Participation à une mission de FAD sur l'évaluation de la transparence budgétaire	La pratique d'analyse des risques macroéconomiques est améliorée  Des maquettes de prévision et de micro-simulation des principaux impôts sont élaborées.
<b>Burkina Faso</b>	2	Améliorer les outils de prévision des recettes et la pratique d'analyse des risques macroéconomiques	La pratique d'analyse des risques macroéconomiques est améliorée  Le processus de préparation des prévisions de recettes est amélioré ;  Les outils de simulation et de prévision des principales recettes fiscales sont améliorés
<b>Côte d'Ivoire</b>	1	Approfondir l'analyse et les prévisions conjoncturelles (suite atelier de formation organisé en octobre 2020)	Le contenu de la note de conjoncture est amélioré  Les estimations de l'année en cours sont assises sur l'analyse de la conjoncture
<b>Guinée</b>	1	Améliorer la pratique et les outils de prévision des recettes	Le processus de préparation des prévisions de recettes est amélioré ;  Les outils de prévision des principales recettes fiscales sont améliorés
<b>Guinée-Bissau</b>	1	Opérationnaliser le cadrage macro budgétaire à moyen terme	Un cadre budgétaire à moyen terme 2022-2024 est élaboré  Un draft de DPBEP 2022-2024 est disponible
<b>Mali</b>	1	Rénover le modèle MME_DNPD	Le modèle MME_DNPD intègre les données récentes de comptes nationaux, de balance de paiements et comprend un module ERE.
<b>Mauritanie</b>	2	Renforcer les pratiques de cadrage macroéconomique et budgétaire ;  Renforcer les outils de prévision des recettes pétrolières	Le cadrage macroéconomique et budgétaire devant accompagner le budget 2022 est préparé en utilisant le modèle macroéconomique  Une note de cadrage macroéconomique et un draft de DPBMT sont mis en place

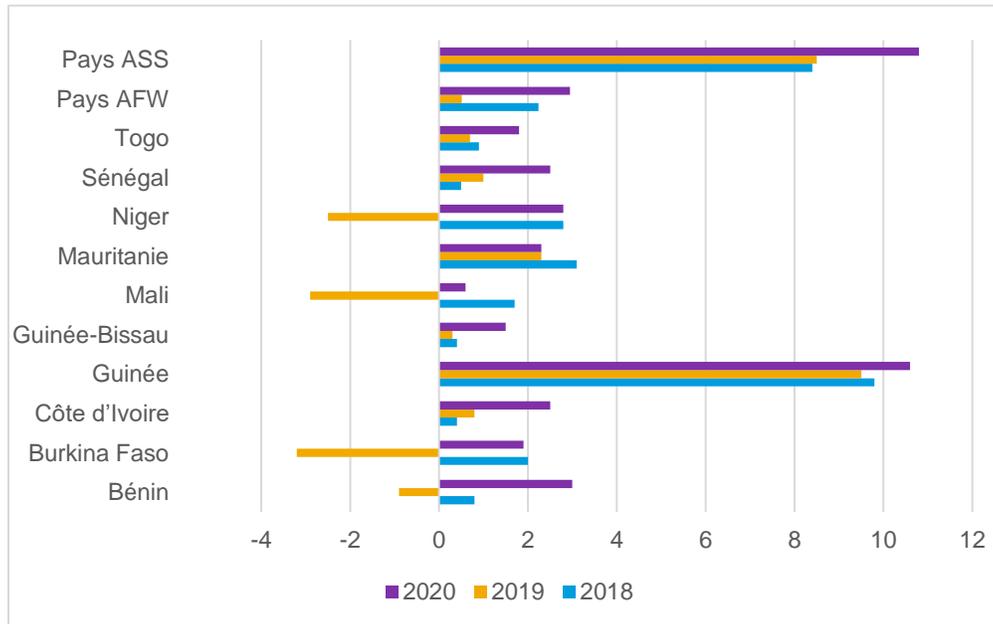
Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2022
<b>Niger</b>	2	<p>Améliorer la pratique d'analyse des risques macroéconomiques</p> <p>Renforcer les outils de prévision des recettes minières et pétrolières</p>	<p>Les risques macroéconomiques sont analysés et leurs impacts évalués dans les documents budgétaires</p> <p>Le processus de préparation des prévisions de recettes fiscales est amélioré ;</p> <p>Les outils de prévision des principales recettes minières sont améliorés</p>
<b>Sénégal</b>	2	<p>Améliorer le suivi des risques macroéconomiques ;</p> <p>Renforcer l'analyse et la prévision du secteur des ressources naturelles</p>	<p>Les risques macroéconomiques sont analysés et leurs impacts évalués dans les documents budgétaires</p> <p>La prévision des recettes liées aux ressources naturelle est améliorée</p> <p>L'analyse des risques liés aux ressources naturelles est renforcée</p>
<b>Togo</b>	2	<p>Renforcer l'analyse de la conjoncture économique</p> <p>Renforcer le cadrage budgétaire à moyen terme</p>	<p>Le contenu de la note de conjoncture est amélioré.</p> <p>Les estimations de l'année en cours sont assises sur l'analyse de la conjoncture.</p> <p>Les cadrages budgétaires annuels et pluriannuels sont préparés sur base des projections macroéconomiques</p>

Graphique 1. Solde budgétaire (en pourcentage du PIB)



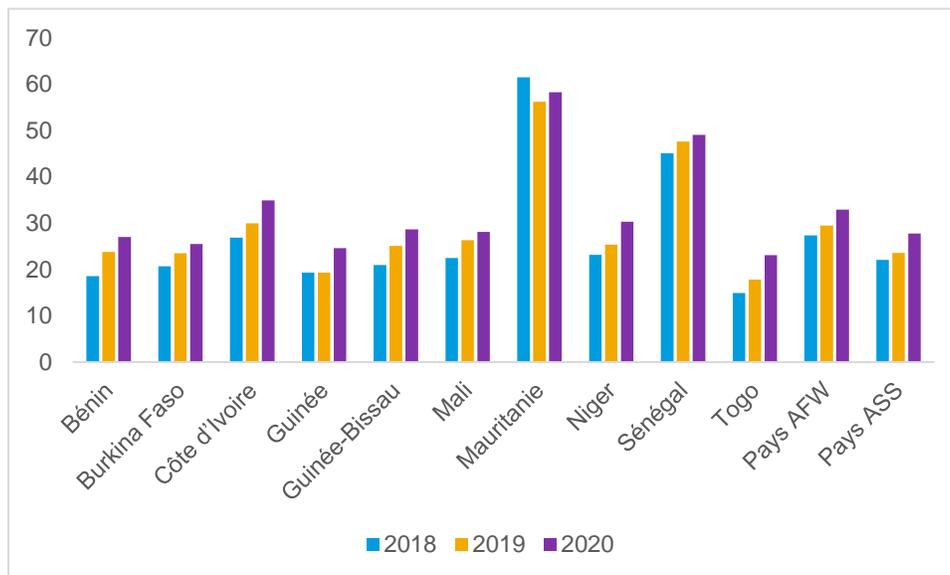
Source : AFW / FMI, base de données des Perspectives économiques régionales.

Graphique 2. Variation des prix de 2018 à 2020



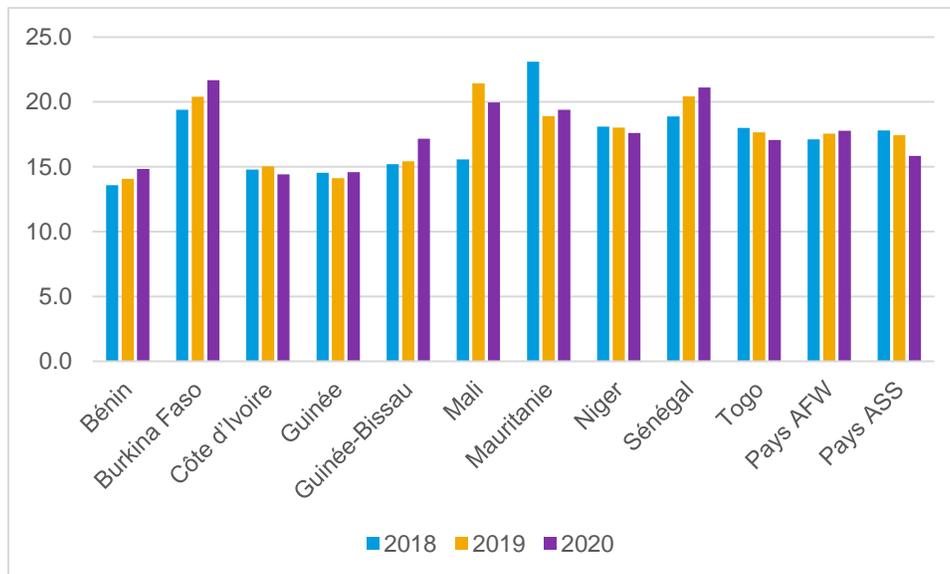
Source : AFW / FMI, base de données des Perspectives économiques régionales.

Graphique 3. Evolution de la dette publique (en pourcentage du PIB)



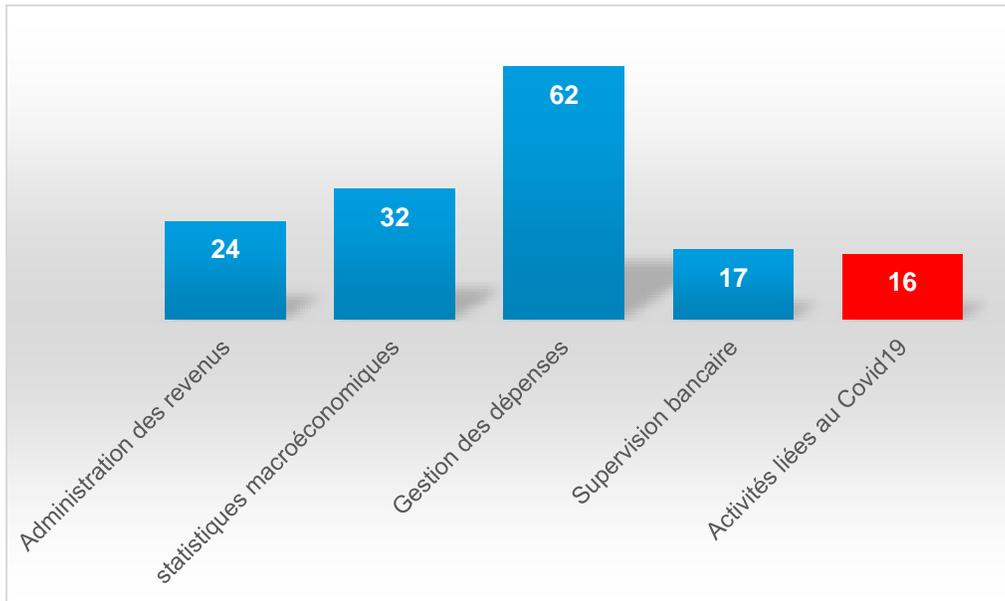
Source : AFW / FMI, base de données des Perspectives économiques régionales.

Graphique 4. Evolution des recettes publiques (en pourcentage du PIB)

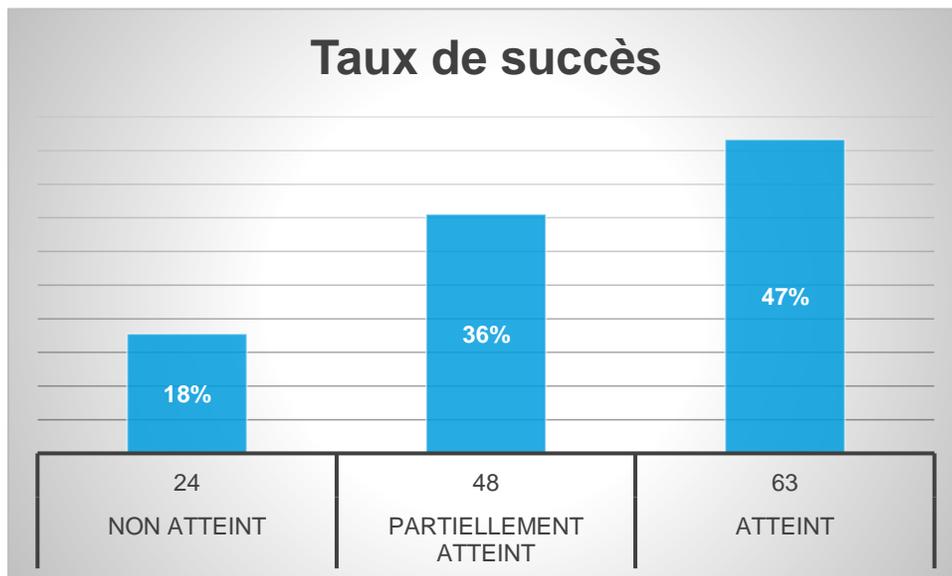


Source : AFW / FMI, base de données des Perspectives économiques mondiales.

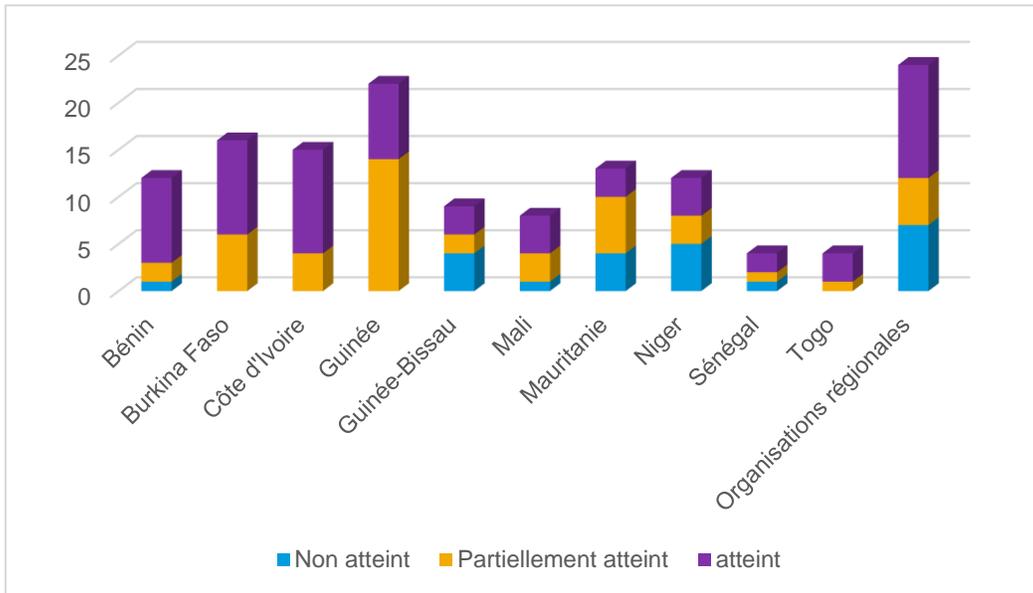
Graphique 5. Jalons par domaine



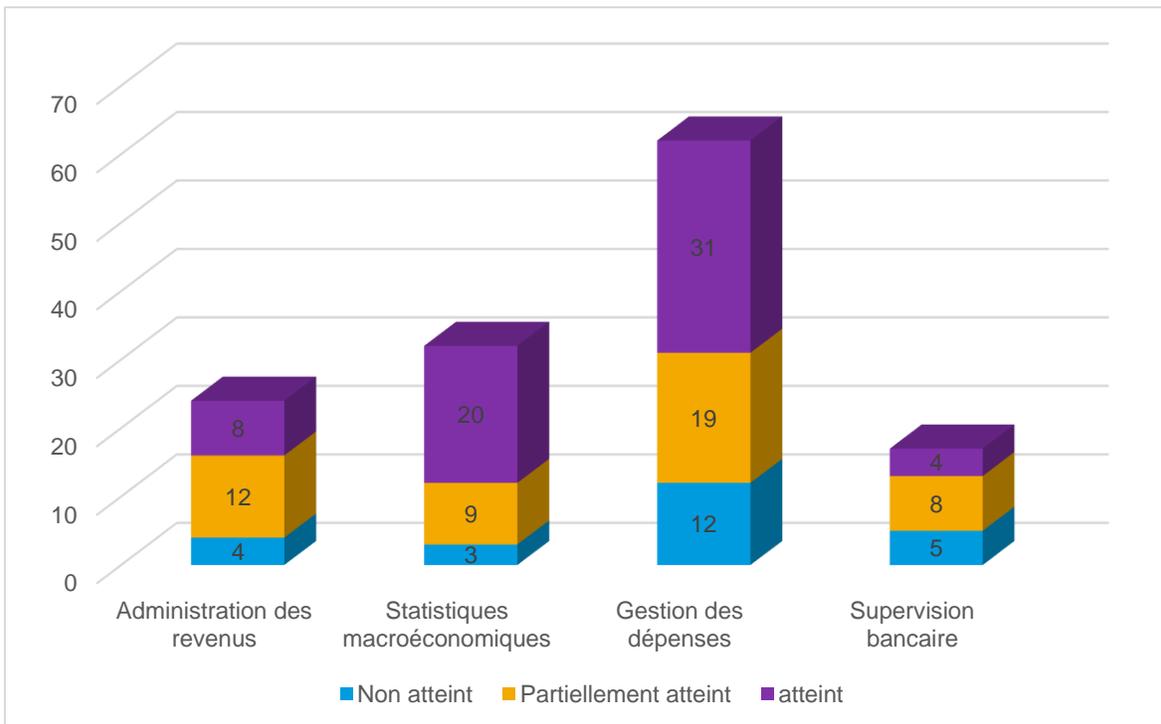
Graphique 6. Evaluation des étapes intermédiaires



Graphique 7. Evaluation des jalons par pays



Graphique 8. Evaluation des jalons par domaines



## IV. PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'AF 2022 DANS LE DOMAINE DE LA GESTION DE LA DETTE ET DU DEVELOPPEMENT DES MARCHES FINANCIERS.

### Contexte et priorités

Les activités prévues en matière de gestion de la dette s'inscrivent dans un contexte du Covid-19 caractérisé dans la plupart des pays, par des tensions de liquidité et des besoins additionnels d'endettement et un recours accentué au financement sur le marché domestique qui nécessitent la mise en œuvre d'une gestion prudente, moderne et transparente de la dette pour maîtriser le coût de la dette et limiter les risques de surendettement. Les activités prévues dans ce domaine visent particulièrement à :

- ❖ Aider à la consolidation des progrès réalisés en matière d'élaboration et de mise en œuvre de la stratégie de la dette à moyen terme et du plan annuel de financement au **Bénin, au Burkina Faso, au Niger, en Guinée, au Mali et en Mauritanie** ;
- ❖ Renforcer les capacités en matière de préparation et de mise en œuvre de la SDMT et du plan de financement en **Guinée-Bissau** ;
- ❖ Aider à l'amélioration du cadre institutionnel et organisationnel de la dette publique en **Guinée-Bissau et en Mauritanie** ;
- ❖ Renforcer les capacités d'analyse et de gestion de la dette publique en **Côte d'Ivoire et au Togo**.
- ❖ Améliorer le reporting de la dette eu **Mali** ;
- ❖ Soutenir **l'Agence UMOA-Titres, le CREPMF et la Guinée** dans le développement du marché intérieur des titres d'État.

### Activités programmées et résultats attendus

**Au niveau régional.** Un séminaire régional sera organisé sur les conditions nécessaires pour réussir l'élaboration et la mise en œuvre de la SDMT. La formation vise à : (i) améliorer les connaissances d'une trentaine de cadres des pays membres sur les meilleures pratiques en matière de préparation, de mise en œuvre et de suivi d'une SDMT crédible et réaliste ; (ii) s'approprier les prérequis pour une bonne coordination entre la gestion de la trésorerie et la gestion de la dette, et ; (iii) discuter des efforts requis dans chaque pays pour réduire l'écart entre les choix validés par la SDMT et sa mise œuvre.

**L'Agence UMOA-Titres (AUT).** Le Centre aidera l'AUT à mettre en place des procédures pour l'amélioration de la gouvernance et le contrôle des transactions sur le marché régional des titres d'État de l'UMOA.

**Le Conseil Régional de l'Épargne Public et des Marchés Financiers (CREPMF).** Le Centre assistera le CREPMF dans son projet de développement de courbes de taux sur le marché financier régional de l'UMOA.

**Le programme d'activités met l'emphase sur des activités conjointes avec le département MCM et la BM.** Ces activités concernent l'AT en matière d'élaboration et de développement de la SDMT et du PAF.

Tableau 11. Missions prévues par pays et institution en Gestion de la dette

Pays/Institution	Nombre de missions	Activités	Jalons 2022
<b>Benin</b>	1	❖ Renforcement de la politique nationale d'endettement : Evaluation des risques crédit liés aux entreprises publiques et autres passifs conditionnels	❖ La politique d'endettement est renforcée et sert de guidelines pour les gestionnaires de la dette.
<b>Burkina Faso</b>	1	❖ Appui à la formulation et à la mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme et du Plan annuel d'emprunt.	❖ Le document de la SDMT contient : a) l'historique et les principales vulnérabilités du portefeuille de la dette publique ; b) la description de l'analyse entreprise pour justifier la stratégie recommandée ; c) la description de la stratégie recommandée et sa justification ; et, d) le calendrier d'émission est établi à partir de la SDMT et du plan de trésorerie de l'Etat.
<b>Côte d'Ivoire</b>	1	❖ Appui à l'amélioration des pratiques de gestion de la dette	❖ La qualité des pratiques de gestion de la dette s'est améliorée.
<b>Guinée</b>	2	❖ Appui à la formulation et à la mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme et du PAF. ❖ Appui à la mise en œuvre des procédures d'émission des Obligations du Trésor.	❖ Le document de la SDMT contient : a) l'historique et les principales vulnérabilités du portefeuille de la dette publique ; b) la description de l'analyse entreprise pour justifier la stratégie recommandée ; c) la description de la stratégie recommandée et sa justification ; et, d) le PAF est établi à partir de la SDMT et du plan de trésorerie de l'Etat.  ❖ Le Trésor commence à

Pays/Institution	Nombre de missions	Activités	Jalons 2022
			émettre les Obligations du Trésor par adjudication
<b>Guinée-Bissau</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Appui à l'opérationnalisation de la Direction générale de la dette publique ;</li> <li>❖ Formation sur la formulation et à la mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme et du PAF.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ La Direction générale de gestion de la dette est opérationnelle ;</li> <li>❖ Le document de la SDMT contient : a) l'historique et les principales vulnérabilités du portefeuille de la dette publique ; b) la description de l'analyse entreprise pour justifier la stratégie recommandée ; c) la description de la stratégie recommandée et sa justification ; et, d) le PAF est établi à partir de la SDMT et du plan de trésorerie de l'Etat.</li> </ul>
<b>Mali</b>	3	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Appui à l'amélioration du reporting de la dette ;</li> <li>❖ Appui à la formulation et à la mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme et du PAF.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Le système d'enregistrement et de gestion de la base de données de la dette est validé.</li> <li>❖ Un reporting périodique de la dette (bulletin trimestriel et rapport annuel) est assuré.</li> <li>❖ Le document de la SDMT contient : a) l'historique et les principales vulnérabilités du portefeuille de la dette publique ; b) la description de l'analyse entreprise pour justifier la stratégie recommandée ; c) la description de la stratégie recommandée et sa justification ; et, d) le PAF est établi à partir de la</li> </ul>

Pays/Institution	Nombre de missions	Activités	Jalons 2022
			SDMT et du plan de trésorerie de l'Etat.
<b>Mauritanie</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Renforcement du cadre institutionnel de gestion de la dette.</li> <li>❖ Appui à la formulation et à la mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ A) Les réformes institutionnelles sont identifiées ; et, b) Une feuille de route pour les mettre en place est préparée.</li> <li>❖ Le document de la SDMT contient : a) l'historique et les principales vulnérabilités du portefeuille de la dette publique ; b) la description de l'analyse entreprise pour justifier la stratégie recommandée ; c) la description de la stratégie recommandée et sa justification ; et, d) le PAF est établi à partir de la SDMT et du plan de trésorerie de l'Etat.</li> </ul>
<b>Niger</b>	1	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Appui à la mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme- mission de suivi-</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ La SDMT développée contient : a) l'historique et les principales vulnérabilités du portefeuille de la dette publique ; b) la description de l'analyse entreprise pour justifier la stratégie recommandée ; c) la description de la stratégie recommandée et sa justification ; et, d) le PAF est établi à partir de la SDMT et du plan de trésorerie de l'Etat.</li> </ul>
<b>Sénégal</b>	1	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Formation sur l'élaboration du PAF</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Les services possèdent des compétences et un outil dédié à l'élaboration du PAF en ligne avec la SDMT et le PT</li> </ul>
<b>Togo</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Formation sur l'analyse et la gestion des risques du portefeuille de la dette publique ;</li> <li>❖ Renforcement des</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Le cadre de gestion des risques du portefeuille de la dette est amélioré ;</li> <li>❖ Les compétences du bureau</li> </ul>

Pays/Institution	Nombre de missions	Activités	Jalons 2022
		capacités sur les négociations des emprunts et l'analyse des offres de financement	de la dette pour la négociation et l'évaluation des offres de financement sont améliorées ;
<b>CREPMF</b>	2	❖ Elaboration de courbe de taux pour le marché financier régional ;	❖ Une courbe de taux est élaborée reflétant les émissions de dette a la fois par adjudication et par syndication ;
<b>Agence UMOA-Titres</b>	1	❖ Renforcement de l'intégrité et de la supervision du marché des titres d'Etat.	❖ Des procédures pour le contrôle des transactions sont arrêtées

Tableau 12. Séminaires/webinaires régionaux prévus pour l'année fiscale 2022

Domaine	Thème	Date	Partenaires	Participants
Administration douanière	Indicateurs de performance en douane	Avril 2022		30
Administration fiscale	Clarification et renforcement des fonctions de pilotage	Fév.-Avr. 2022		30
Gestion des dépenses- aspect budget	La gestion des investissements publics (PIMA et PIMA Climate Change).	Janvier 2022		30
Gestion des dépenses- aspect Trésor	Les normes comptables du secteur public	Juillet 2021- avril 2022	FAD AFC	30
Gestion des dépenses- aspect Trésor	Le passage à la comptabilité en droits constatés dans les pays d'Afrique francophone	Février 2022	AFC	30
Dette et développement des marchés financiers	Séminaire régional sur le thème « Réussir l'élaboration et la mise en œuvre de la Stratégie de la dette »	Avril 2022	MCM	30
Statistiques du secteur réel	Séminaire régional sur le thème « dessaisonalisation des séries temporelles »	Aout-octobre 2021	STA	30
Statistiques de finances publiques	Prise en compte des opérations en nature dans les SFP	Février-Avril 2022		40
Analyses macroéconomiques et budgétaires	Renforcer les prévisions budgétaires	Nov. 2021 – fév. 2022		30
Analyses macroéconomiques et budgétaires	Evaluation de la mise en œuvre de la fonction macro-budgétaire dans les pays membres	Nov.2021- Janvier 2022		30
Supervision bancaire	Actions prudentielles en temps de pandémie et sortie de crise	Mai-juillet 2021		30
Supervision bancaire	Outils prudentiels pour inciter à la lutte contre le réchauffement climatique	Nov.2021- janv.2022		

Tableau 13. Programme d'apprentissage par les pairs – Voyages d'études prévus

Domaine	Sujets du stage	Pays hôte potentiel	Commentaires
Administration fiscale	A déterminer	A déterminer	
Gestion des dépenses publiques-Trésor	Le Compte unique du Trésor	Cameroun	Un premier groupe de cadres
Gestion des dépenses publiques-Trésor	Le Compte unique du Trésor	Cameroun	Un deuxième groupe de cadres
Statistiques du secteur réel	Les comptes trimestriels	A déterminer	
Analyses macroéconomiques et budgétaires	Pratique de cadrage macroéconomique et budgétaire et organisation et outils de la fonction macro- budgétaire.	A déterminer	